

ÉQUATEUR - De la « révolution citoyenne » à la transformation sociale radicale ?

Franck Gaudichaud

lundi 15 décembre 2008, par [Franck Gaudichaud](#)

« Aujourd’hui l’Équateur s’est prononcé pour une nouvelle nation. Les vieilles structures ont été détruites par cette révolution citoyenne » : c’est de cette manière que le président Rafael Correa a analysé la victoire du « Oui » au référendum constitutionnel, le 28 septembre dernier. Un référendum qui entérine la mise en place d’une nouvelle architecture institutionnelle pour ce petit pays de 14 millions d’habitants, situé à l’ouest de l’Amérique du sud, où plus de 50 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Sans aucun doute, cette quatrième victoire électorale de la coalition progressiste gouvernementale, Alianza Pais [1], confirme l’énergie antilibérale qui agite le pays depuis maintenant plusieurs années et conforte le projet de réformes sociales impulsé par l’actuel gouvernement. Derrière cette lutte dans les urnes se cache plus fondamentalement un combat social et politique anti-oligarchique et la remise en cause de l’influence impérialiste dans la région. De ce point de vue, le dernier référendum ne saurait faire oublier que si tout reste ouvert en Équateur, rien n’est encore vraiment gagné en ce qui concerne un questionnement radical des structures du capitalisme néolibéral dépendant.

Résultats du référendum

Rafael Correa avait gagné la présidence de la République en novembre 2006 avec 56 % des votes exprimés et cette élection signifiait déjà une défaite évidente pour la droite conservatrice, les partis traditionnels, tout comme d’importants secteurs de l’oligarchie locale appuyée par l’impérialisme états-unien. Le seul fait que son adversaire, le multimilliardaire et magnat des plantations de bananes, Álvaro Noboa, ait pu être défait, sur le terrain électoral, grâce à une campagne militante était tout un symbole dans un pays dont la soumission aux capitaux étrangers a été gravée dans le marbre par la dollarisation de l’économie (en vigueur depuis l’année 2000). L’élection présidentielle avait ainsi représenté aux yeux de millions d’Équatoriens, une lueur d’espoir : « une victoire de ceux et de celles d’en bas, [où] on a assisté à une fusion entre la conscience sociale et la conscience politique de gauche, à une identification de la lutte contre l’oligarchie et de celle contre le néolibéralisme » [2].

Le référendum organisé fin septembre 2008 afin de mettre en place une nouvelle « Carta magna » non seulement confirme l’essai, mais cette victoire approfondit aussi la perspective du changement social en Équateur. Ce ne sont pas moins de 64 % de presque 10 millions d’électeurs [3] qui se sont prononcés positivement, malgré l’intense campagne de l’opposition, de la hiérarchie de l’Église catholique et la partialité éhontée de la grande majorité des médias de communication privés, tous au garde-à-vous pour sataniser les mouvements populaires ou les députés de gauche de l’assemblée constituante. Le « oui » s’est imposé, contre vents et marées, dans 23 des 24 provinces du pays (ne perdant que dans la petite province amazonienne de Napo) et s’étend même à la province de Guayas, la plus peuplée du pays, mais sans y atteindre toutefois le seuil nécessaire de la majorité absolue. Le « non » (cumulé à plus de 9 % de votes nuls) est sorti gagnant — à une très courte majorité — à Guayaquil, métropole économique située sur la côte Pacifique : Jaime Nebot, le maire social-chrétien de la ville, apparaît ainsi comme le leader de la droite du pays. Digne représentant des classes dominantes, il a immédiatement cherché à montrer qu’il était prêt à en découdre, affirmant son droit à la « résistance » et à « l’autonomie » face au gouvernement de Quito. Anticipant clairement la stratégie de confrontation des élites de Guayaquil, Nebot a appelé ses partisans (notamment le mouvement étudiant de cette ville) à se préparer aux affrontements à venir avec le mouvement populaire indigène et la gauche équatorienne. Comme en Bolivie, les secteurs dominants, incapables de revenir au centre de l’échiquier politique par les urnes, parient désormais sur le thème du

droit à « l'autonomie » et du séparatisme — y compris par la violence — des régions les plus riches. Cette tactique cherche à reproduire la division séculaire du pays entre la côte (la Costa où vit une grande partie des élites blanches et où se concentrent les activités industrielles, pétrolifères ainsi que les grandes plantations) et la partie andine du pays (la Sierra), où se trouvent Quito, la capitale, le siège du gouvernement (le Palais Carondelet) et une forte concentration de populations indigènes.

La « révolution citoyenne » de Rafael Correa

Les dernières élections ont laissé derrière elles la Constitution de 1998, rédigée à huis clos dans une caserne militaire et qui avait pour objectif de tenter de mettre fin aux luttes intestines permanentes qui traversent les classes dominantes équatoriennes. Celles-ci sont l'une des « marques de fabrique » du système politique du pays libéré, en 1822, par l'armée indépendantiste d'Antonio José de Sucre. Tout au long du siècle passé, la République a été prisonnière des conflits qui assaillent le bloc social dominant, prenant diverses formes, et dans lesquels on retrouve les divergences d'intérêts entre plusieurs fractions de classes : la bourgeoisie commerciale agroexportatrice (liée au Parti libéral), l'oligarchie terrienne et l'Église catholique (Parti conservateur), certains secteurs du capital financier plutôt proches du Parti social-chrétien ou encore une nouvelle bourgeoisie nationale émergente, représentée par différents courants sociaux-démocrates. Dans ces conditions, le processus de domination politique a été rythmé par une respiration instable, ponctuée de plusieurs dictatures militaires (la dernière a pris fin en 1978), mais aussi d'insurrections populaires (« révolution Juliana » en 1925, « glorieuse insurrection » de 1944 ou, plus récemment, les rébellions de janvier 2000 et d'avril 2005). Pas moins de cinquante-cinq dirigeants se sont succédés au gouvernement depuis 1900 et trois présidents ont été destitués au cours de la dernière décennie : 1997, 2000, puis 2005 avec la chute de Lucio Gutiérrez, démission qui a ouvert un nouvel espace dans lequel va s'engouffrer le jeune économiste, et ex-ministre, Rafael Correa.

La récente Constitution symbolise la nouvelle étape que vit l'Équateur depuis plus de deux ans. Elle a été présentée par Correa comme un outil destiné à mettre fin « à la longue nuit néolibérale » afin de construire « une patrie souveraine, digne, juste, sans misère, sans chômage, sans discrimination ». C'est au terme de huit mois particulièrement agités que ce projet a été approuvé. L'assemblée constituante, qui a rédigé ce texte entre novembre 2007 et juillet 2008, était largement dominée par Alianza País (AP), qui comptait 80 législateurs contre seulement 40 pour l'opposition et 10 liés à de petites formations de gauche proches de Correa (Mouvement populaire démocratique, Gauche démocratique) ou de la Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur (CONAIE) [4], représentée par son bras politique, Pachakutik. Comme au Venezuela (1999) et en Bolivie (2007), ce processus constituant s'est élaboré sur la base d'un dialogue réel avec les citoyens (qui ont élu les députés constituants) et d'une prise en compte partielle des revendications des mouvements sociaux (qui ont été invités à discuter les textes au fur et à mesure de leur élaboration), même si in fine c'est effectivement le bureau politique de AP qui a gardé la main sur la plupart des orientations fondamentales de la Constitution. Cependant, si l'on compare cette expérience avec la majorité des constituantes passées en Amérique latine, basées sur des pactes entre partis, il s'agit assurément d'une importante avancée démocratique, qui a permis la politisation de centaines de milliers de citoyens dans le pays.

De nombreuses contradictions limitent pourtant cette démocratisation et les tensions n'ont pas manqué entre Correa et les mouvements populaires, tout comme au sein de la coalition gouvernementale [5]. Les principaux points de crispation ont porté sur le modèle économique et la question écologique, les droits des populations indigènes et les droits reproductifs. Ainsi, le conflit entre les deux leaders, Rafael Correa et Alberto Acosta (président de l'assemblée constituante), est aussi le reflet de la contradiction entre les visées « extractivistes » d'une majorité du gouvernement (dont Correa), qui pense qu'il est indispensable de poursuivre une politique basée sur le développement de l'extraction pétrolière et minière en alliance avec certaines multinationales et celles, plus « écologiques » et proches de la CONAIE, qui insistent sur la nécessaire mise en place d'un mode de développement alternatif. En écho aux demandes de plusieurs organisations sociales et de la gauche radicale, Acosta s'est opposé à l'idée d'une exploitation du champ pétrolifère ITT (Ishpingo-Tambococha-Tiputini), situé dans le parc national Yasuni, une des plus importantes réserves de biosphère de la planète [6]. Ce type de discussion s'est reproduit autour de la notion de l'accès à l'eau comme droit fondamental inaliénable, sur la question de l'exploitation des

ressources situées en territoires indigènes ou encore autour de la question du mariage homosexuel et du droit à l'avortement.

Les limites du nationalisme radical équatorien

Au travers de ces avancées — et contradictions — on aperçoit en filigrane les limites du programme de la « révolution citoyenne » d'AP. Les 444 articles font de la Constitution équatorienne l'une des plus démocratiques d'Amérique latine. Elle définit et reconnaît les compétences de la justice communautaire indigène avec l'ordinaire, établit l'union civile entre deux personnes quel que soit leur sexe, déclare l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité, garantit pour la première fois la gratuité de la santé et de l'éducation. Le rôle central de l'État dans la planification économique est consacré puisqu'il « se réserve le droit d'administrer, de réguler, de contrôler » les secteurs stratégiques : banque centrale, énergie, télécommunications, ressources naturelles non renouvelables, transport, raffinage d'hydrocarbures, biodiversité, patrimoine génétique, spectre radioélectrique, eau... Le texte entérine la fin de la présence militaire des États-Unis (base de Manta) et crée la figure d'un État plurinational démocratique. La « Carta magna » remplace aussi la notion « d'économie sociale de marché » par celle d'un système « juste, démocratique, productif, solidaire et soutenable basé sur une répartition égalitaire des bénéfices du développement », et introduit la notion « d'illégitimité » de la dette externe. La notion de démocratie participative est présente dans tout le texte, particulièrement au travers de la figure d'un « Conseil de participation citoyenne ». Toutefois, pour plusieurs organisations militantes, le résultat final reste « schizophrène » par certains aspects : « Par exemple, la reconnaissance des droits de la nature et de l'eau comme droit humain, l'introduction du concept indigène du "Vivre bien" comme une nouvelle forme de développement, qui rechercherait le dépassement du modèle extractiviste, ainsi qu'une relation harmonieuse avec la Nature, perdent leur effectivité en laissant ouverte la possibilité d'exploiter les zones naturelles protégées au profit de l'État. Ainsi, la déclaration du caractère plurinational de l'État n'a aucun effet sur les structures politiques du pays, en marginalisant les principales demandes des peuples et nationalités indigènes, telles que la possibilité de l'autogouvernement dans leurs territoires ancestraux » [7].

Les tendances verticalistes ou « caudillistes » ont aussi été montrées du doigt par certains militants de gauche, tel l'ex-député de Pachakutik, Napoleón Saltos, allant jusqu'à appeler à un « vote nul rebelle » à la Constitution, dans un élan sectaire peu relayé par les classes populaires. La figure tutélaire de Correa sera d'autant plus prégnante que la nouvelle loi renforce les pouvoirs du président et qu'il a la possibilité de se représenter pour quatre ans en 2009 et d'être réélu une fois (soit jusqu'à 2017...) [8]. Correa, catholique convaincu, s'est par ailleurs positionné souvent en retrait par rapport à sa base sur des thèmes tels que la laïcité, la gratuité des universités, l'environnement, l'autonomie indigène, l'avortement : plusieurs avancées constitutionnelles ont été acquises malgré lui et grâce à la pression décidée du mouvement social, alors que l'Église a su mener une campagne extrêmement active et réactionnaire. Le président lui-même s'est, à plusieurs reprises, montré insultant envers les populations indigènes, affichant un mépris non dissimulé pour plusieurs de leurs revendications. Certains membres de l'assemblée ont même dénoncé la « droitisation du gouvernement », telle Monica Chuji qui a quitté AP. Au sein de la gauche radicale, la plupart des militants ont néanmoins décidé — avec raison nous semble-t-il — de donner leur soutien critique au référendum, afin d'animer une campagne populaire et surtout indépendante du gouvernement [9]. C'est le cas du front « Uni(e)s pour le Oui et le changement » qui regroupait plusieurs associations, des mouvements sociaux et des médias communautaires. Ce type d'actions a permis de discuter largement la politique de Correa et est entré en résonance avec les positions de la principale organisation indigène du pays. Son dirigeant, Humberto Cholango, déclarait ainsi le jour du référendum : « Depuis le premier soulèvement indien, il y a dix-huit ans, les peuples indigènes ont réclamé que l'Équateur soit déclaré État plurinational. Même si elle n'est pas complète, nous dédions cette victoire aux camarades qui ont versé leur sang pour cela » [10].

Prochaines luttes sociales décisives

Ce renouvellement institutionnel démocratique est donc un pas en avant tout à fait significatif et un espace de plus ouvert pour les luttes de classes à venir. Cette dernière bataille électorale reflète

également un combat pour l'hégémonie inachevée, où la droite la plus conservatrice a subi une nouvelle défaite mais où ni la gauche révolutionnaire, ni les mouvements sociaux n'ont réussi à consolider un projet anticapitaliste alternatif consistant. Ces derniers mois, tout en maintenant une politique d'assistance aux populations les plus pauvres, le gouvernement a réalisé certains gestes forts tels la saisie, pour malversation avérée, des biens du clan Isaias (représentant pas moins de 165 entreprises et deux canaux de télévision) et l'expulsion d'Équateur de la compagnie de construction brésilienne Odebrecht pour rupture de contrat. Ceci tout en réitérant la dénonciation du néolibéralisme, de la dette extérieure et de l'impérialisme.

Cependant, cette « révolution citoyenne » reste aux prises avec les limites du nationalisme radical latino-américain. La récente rencontre de Correa, en septembre 2008 à Manaus (Brésil), avec Lula, Chavez et Morales paraît confirmer davantage le cours développementaliste et néokeynésien de l'exécutif équatorien, en alliance avec les secteurs les plus modernes de la bourgeoisie locale et certaines entreprises transnationales sud-américaines. Dans le sillage social-libéral brésilien, le projet d'intégration de l'IIRSA (Initiative d'intégration de l'infrastructure régionale d'Amérique du sud), défendu à Manaus, affirme la nécessité d'un immense axe routier et fluvial traversant l'Amazonie afin de connecter Atlantique et Pacifique pour favoriser les échanges commerciaux et la circulation des biens [11]. Sur le plan interne, Correa n'a pas opéré de véritable incursion dans le régime de la propriété privée de ceux qui restent encore les véritables maîtres du pays, ni même proposé de réforme agraire audacieuse destinée à balayer le pouvoir d'une vieille oligarchie foncière, les « pelucones » [12], qui lui est profondément hostile.

Les prochains mois seront décisifs pour les luttes sociales dans toute la région. En Équateur, les appels à « l'unité » et à un « grand accord national » du président Correa, repris en cœur par Alberto Acosta, paraissent indiquer une volonté de continuer à jouer la carte des alliances de classes (ceci alors que les élections législatives approchent). Mais rien ne dit que cette tactique pourra se stabiliser alors que le gouvernement se trouve coincé entre la majorité de la population qui attend une accélération des réformes sociales et une opposition revancharde.

Cet équilibre précaire risque d'ailleurs d'apparaître au grand jour très rapidement alors que se profilent les conséquences désastreuses pour les pays dépendants de la crise du capitalisme mondial. Les dernières déclarations de Correa dénonçant une partie importante de la dette extérieure du pays comme « illégitime, corrompue, illégale » suite à la présentation des résultats de la commission internationale d'audit sur la dette équatorienne (commandée en 2007) constituent effectivement des signes forts et encourageants. Une telle prise de position pourrait inspirer d'autres pays pauvres dans un grand mouvement d'ensemble de dénonciation et non paiement unilatéral et souverain de leurs « dettes » (plusieurs fois remboursées) auprès d'organismes financiers internationaux, tels que la Banque mondiale ou de grandes banques privées. Dans cette nécessaire réponse des pays du sud à la crise [13], ce sont effectivement des options radicales qui devront être prises allant dans le sens d'une planification économique démocratique et d'une redistribution des richesses, sous contrôle de la population et des mouvements sociaux.

En ce qui concerne la gauche anticapitaliste, l'enjeu fondamental est de s'appuyer sur la conscience anti-impérialiste et les avancées démocratiques déjà obtenues afin d'accompagner la radicalisation des classes populaires et l'unité du mouvement social et indigène. Il s'agit de récupérer l'énergie propulsive des grandes mobilisations qui ont marqué la décennie des années 1990, mais cette fois-ci en évitant l'écueil d'une institutionnalisation/cooptation des mouvements. L'objectif est la construction d'un projet de rupture qui passe par la participation massive et l'auto-organisation dans les quartiers pauvres, les communautés indigènes, les grandes plantations ou les entreprises. Dans les débats à venir la question de l'utilisation des ressources naturelles et du modèle de développement aura une place centrale. L'annonce de la privatisation partielle du fleuve Napo dans le cadre du couloir amazonien Manta-Manaus-Bélem (sous hégémonie brésilienne) et le projet gouvernemental d'extraction minière au sein du parc Yasuni feront partie des enjeux de lutte à court terme. Tous deux sont en contradiction frontale avec la déclaration des « droits de la nature » de la nouvelle Constitution.

Face à un tel grand écart entre discours et pratiques, la gauche anticapitaliste devra avancer, en toute

indépendance mais sans dogmatisme, une perspective écosocialiste fraternelle qui puisse faire converger celles et ceux qui pensent que le « socialisme du XXI^e siècle » a aujourd'hui en Amérique latine une chance historique de devenir réalité.

Publication originale dans la revue [Contretemps](#).

Republication sur l'initiative de l'auteur.

Notes

[1] "Alianza Pais" est un mouvement politique hétérogène essentiellement composé de personnes issues des couches moyennes et urbaines. Une partie d'entre elles sont liées aux milieux de la coopération internationale, des ONG et du monde universitaire. On y trouve aussi des membres du cercle privé de Correa, des personnalités médiatiques, plusieurs entrepreneurs et certains hommes politiques liés aux gouvernements antérieurs ou provenant des partis traditionnels et sociaux-démocrates.

[2] Margarita Aguinaga, « Équateur : Victoire populaire historique », Inprecor, n° 523/524, de décembre 2006-janvier 2007.

[3] En Équateur, le vote est obligatoire et les résidents étrangers (une majorité vit en Espagne) conservent leur droit de vote.

[4] La CONAIE a été créée en 1986, dans le but de regrouper un nombre important de communautés indigènes et pour agir sur la scène politique nationale équatorienne. Elle constitue un acteur essentiel du renouveau politique antilibéral équatorien des dernières années et l'une des composantes majeures de son mouvement social.

[5] F. Ramírez Gallegos, « Ecuador : En lo que se rompa », Rebellion.org, 30 septembre 2008.

[6] Acosta a fini par démissionner de l'Assemblée en juin 2008.

[7] D. Celleri, H. Chavez, « Assemblée constituante en Équateur : un processus contradictoire », France Amérique Latine magazine, n° 94, août 2008.

[8] Cependant plusieurs nouveaux mécanismes institutionnels limitent précisément le danger d'une hyper-présidentialisation, telle la possibilité de révocation du Président par les deux-tiers de l'assemblée nationale ou suite à un référendum d'initiative citoyenne.

[9] Telle a été la position de Refondation socialiste - Section équatorienne de la Quatrième internationale.

[10] E. Tamayo G., « Categórico triunfo de la aspiración de cambio », Alainet.org, du 29 septembre 2008 (traduit en français dans Rouge, n° 2269).

[11] Ce projet (www.iirsa.org) fait l'objet de la critique de nombreuses organisations écologistes et de mouvements sociaux sud-américains.

[12] Pelucos est aujourd'hui un terme satirique désignant l'oligarchie et faisant référence aux "pelucas", perruques, portées par l'aristocratie créole au XIX^e siècle.

[13] Declaración final de la Conferencia internacional de economía política, « Respuestas del sur a la crisis económica mundial », Caracas, octubre 2008 (Rebellion.org, 12 octubre 2008).